



CGT IP 67 : SALUT A TOI L'AVOCAT

Mercredi 3 juillet 2024, le site « Réseau libre – le réseau des patriotes » publiait un article intitulé « Liste (très partielle) d'avocats à éliminer ». Cette liste est composée des noms d'une centaine d'avocats ayant signé une tribune publiée la veille sur le site de l'hebdomadaire Marianne, intitulée « Avocats, nous nous constituons en brigade du droit contre le Rassemblement national * ».

Dans cette tribune les avocats s'engagent :

« Face au risque que le Rassemblement national et ses alliés représentent pour nos institutions dans le cadre des élections législatives (...) faisons-nous la promesse de défendre le droit, notre Constitution et la Convention européenne des droits de l'Homme »

Face à la montée de l'extrême droite, notamment durant cette période troublée et décomplexée amplifiée par une dissolution capricieuse, des hommes et des femmes se sont exposé-es et engagé-es à tenir le cap de la démocratie et des défenses des libertés individuelles, **sans distinction aucune**. Voilà ce qui motive cet appel au meurtre.

Partageant ces valeurs, la CGT Insertion Probation 67 se reconnaît dans le message exprimé par les avocats et apporte son plein soutien à toute la profession.

Nos droits sont fragilisés par les parties de poker des politiques qui se sont succédées cherchant à séduire toujours davantage les électeurs d'extrême-droite espérant ainsi s'offrir un trône plus confortable. **Nous sommes toutes et tous concerné-es par le risque de dégradation de nos droits et de notre sécurité** : Si le RN arrivait au pouvoir, les premières victimes seraient les personnes de nationalité étrangère ou perçues comme telles, les autres suivraient rapidement (cf. la roue des privilèges [Roue des privilèges | Note Praxis \(encommun.io\)](#)) ?

**Chères avocates, chers avocats, merci pour vos mots, nous les partageons,
nous vous soutenons.**

*Pour lire la tribune des avocats :

["Avocats, nous nous constituons en brigade du droit contre le Rassemblement national" \(marianne.net\)](#)

Un article sur les dangers de l'ED à la tête de la justice

[Ce qu'un pouvoir d'extrême droite ferait à notre justice | Mediapart](#)

Le conseil de l'Ordre du barreau de Paris a saisi le parquet, qui a indiqué que le signalement « est en cours d'analyse ». Le Conseil national des barreaux (CNB), l'institution qui représente les 76.000 avocats de France, a aussi indiqué avoir saisi le parquet.